

COMMUNIQUE DE PRESSE

En prétendant dicter ses conditions aux journalistes, c'est au public citoyen que la Grève du climat Vaud s'en prend

Genève, le 13 décembre 2019 – La section suisse de Reporters sans frontières a pris connaissance avec stupéfaction des conditions imposées aux médias par le mouvement de la « Grève du climat Vaud » pour la couverture journalistique du tirage au sort d'une candidature en vue de l'élection complémentaire au gouvernement vaudois. La prétention de ce mouvement à orienter et contrôler préventivement le travail des journalistes invités à couvrir l'événement ne tient pas seulement du ridicule : elle constitue une atteinte flagrante à la liberté de la presse.

Mercredi 11 décembre, la Grève du climat Vaud a médiatisé le tirage au sort d'une candidature auquel le mouvement entendait procéder en vue de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat. Les représentants des médias se sont vus contraints de signer une « Charte médias » pour avoir accès à la salle de la conférence de presse. Cette charte posait certaines conditions ayant trait à la manière dont les médias devaient rendre compte de l'événement.

Un tel procédé, qu'aucun mouvement ou parti politique ne se permettrait, est aussi inhabituel qu'intolérable dans une société démocratique, pluraliste et ouverte. Le journalisme n'a qu'un seul et unique intérêt à servir : celui du public à s'informer afin de pouvoir participer lui-même au débat public. Et c'est ce public citoyen que la Grève du climat Vaud méprise en agissant de la sorte, quelque légitime que puisse être par ailleurs la cause défendue par ce mouvement.

Sur plusieurs points, la charte que les journalistes étaient enjoints de signer prétend se substituer à l'éthique des journalistes eux-mêmes et à orienter leur travail en limitant ostensiblement toute approche critique. Les journalistes ont assez dénoncé les dérives poursuivant des buts finalement semblables qui ont pu se produire dans le monde des entreprises et du marketing pour devoir protester aujourd'hui avec force contre une tentative touchant cette fois au journalisme politique lui-même.

Contact:

Denis Masmejan, secrétaire général de RSF Suisse (079 581 04 29)

